

RAPPORT 2019 SUR LES DROITS DE L'HOMME - HAÏTI

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Haïti est une république constitutionnelle à régime politique multipartite. En novembre 2016, le président Jovenel Moïse a été élu pour un mandat de cinq ans lors d'élections nationales ; il est entré en fonction en février 2017. Les élections législatives les plus récentes se sont tenues en 2016 et les observateurs internationaux les ont estimées libres et équitables. Le Premier ministre Jean-Henry Céant a quitté ses fonctions en mars après une motion de censure votée à la Chambre basse du Parlement. Les élections législatives prévues en octobre 2019 n'ont pas eu lieu. En décembre, le Parlement n'avait pas approuvé un nouveau Premier ministre ni un Cabinet, ni de budget pour l'exercice 2018-2019.

La Police nationale haïtienne (PNH), une institution civile autonome relevant de l'autorité d'un directeur général, assure la sécurité intérieure. La PNH comprend la police, les services pénitentiaires, les pompiers, les secours d'urgence, la sécurité aéroportuaire, la sécurité portuaire et les garde-côtes. Le ministère de la Justice et de la Sécurité publique, par l'intermédiaire de son ministre et du secrétaire d'État à la Sécurité publique, supervise la PNH. Le Conseil supérieur de la Police nationale, dont la présidence est assurée par le Premier ministre, fournit les orientations stratégiques à la PNH. Sont également membres du Conseil supérieur le directeur général de la PNH, l'inspecteur général en chef de la PNH, le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice. Les autorités civiles ont, dans l'ensemble, exercé un contrôle efficace sur les forces de sécurité.

Parmi les violations significatives des droits de l'homme, il a été signalé des allégations d'exécutions extrajudiciaires commises par la police, le recours excessif à la force par la police, des détentions préventives prolongées et arbitraires, des conditions de détention dures et délétères, un appareil judiciaire soumis à la corruption et aux influences extérieures, des agressions physiques à l'encontre des journalistes, la corruption et l'impunité généralisées, des crimes impliquant de la violence ou des menaces de violence ciblant les personnes en situation de handicaps physiques, mentaux et de troubles du développement, ainsi que la violence et la discrimination fondée sur le sexe et le genre.

Le gouvernement a rarement pris des mesures pour poursuivre les responsables de l'exécutif et de la police accusés d'avoir commis des exactions. Il a été signalé de source crédible que des responsables se livraient à des actes de corruption et, selon des groupes de la société civile, l'impunité aurait été répandue.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Des sources crédibles ont accusé la police d'être impliquée dans des exécutions arbitraires ou extrajudiciaires. Selon des organisations locales de défense des droits de l'homme, quelque 16 à 22 manifestants ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires perpétrées par la PNH durant des manifestations contre le gouvernement et la corruption, entre septembre et novembre. Certaines de ces allégations ont débouché sur des sanctions disciplinaires et administratives mais il n'a pas été fait état de procédures pénales.

Les 13 et 14 novembre 2018, de violents affrontements entre gangs rivaux dans le quartier de La Saline à Port-au-Prince ont entraîné un grand nombre de morts, de personnes portées disparues, de viols et de violations de domiciles. Si les estimations du nombre de victimes variaient considérablement, un rapport du Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), organisation haïtienne de surveillance de la situation des droits de l'homme, daté du 20 décembre 2018, rapportait que 71 personnes étaient décédées, 11 personnes violées et 150 domiciles vandalisés ou détruits. Un rapport de la Mission des Nations unies pour l'appui à la Justice en Haïti (MINUJUSTH) sur les événements de La Saline affirmait que certains des auteurs du massacre portaient des vêtements qui étaient ou ressemblaient à des uniformes de la Brigade d'Opération et d'Intervention Départementale (BOID) de la Police nationale. Le rapport concluait que la PNH, bien qu'alertée sur la violence en cours dès le début, n'est pas intervenue suffisamment tôt pour empêcher ces attaques ou y mettre fin. Selon la MINUJUSTH, des témoins ont rapporté avoir identifié trois policiers en compagnie des membres des gangs pendant l'attaque. Deux des agents, Grégory Antoine et Jimmy Cherizier, ont été démis leurs fonctions à la PNH en décembre 2018.

Selon le rapport de la RNDDH, plusieurs témoins ont impliqué le directeur général du ministère de l'Intérieur Fednel Monchéry et le délégué départemental de l'Ouest Joseph Pierre-Richard Duplan dans la planification des violences qui se sont produites à La Saline. Toujours d'après ce rapport, les deux hommes avaient rencontré les chefs de gangs une semaine avant l'attaque et leur avaient fourni des armes, des uniformes et des véhicules du gouvernement, qui ont servi à perpétrer

les violences. Publiée le 23 avril, une enquête menée par la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) mettait Monchéry et Duplan en cause pour la planification et la participation aux événements ainsi qu'à la commission d'assassinats, de vols à main armée, de viols et d'extorsion. La DCPJ a recommandé que des mandats d'arrêt soient émis à leur encontre. Le juge d'instruction dirigeant l'enquête sur ces assassinats a émis une interdiction de voyager à l'encontre de Monchéry et de Duplan en juillet. Ces derniers ont été limogés de leurs postes en septembre. En novembre, ni les responsables du gouvernement ni les anciens agents de la PNH impliqués dans ces massacres n'avaient été arrêtés ou mis en accusation pour leur rôle dans toutes ces violences.

En septembre, aucune procédure pénale n'avait été lancée à l'encontre des individus impliqués dans une autre affaire, qui avait causé la mort en 2017 de deux policiers et de neuf civils au cours d'une opération antigang menée dans le quartier de Grand-Ravine à Port-au-Prince par l'Unité départementale de maintien de l'ordre (UDMO) et la Brigade d'opérations et d'interventions départementales de la PNH. L'ancien agent de la PNH Jimmy Cherizier, impliqué dans les massacres de La Saline, aurait également été impliqué dans l'incident de Grand-Ravine.

Des organisations locales de la société civile ont rapporté des attaques armées dans le quartier de Bel Air à Port-au-Prince du 4 au 7 novembre, qui ont fait entre quatre et 15 morts. Selon la RNDDH, c'est le 6 novembre qui a connu le plus grand nombre de morts, avec 13 personnes tuées dans l'incendie criminel d'une maison du quartier. Des comptes rendus de la RNDDH et de l'ONG Fondasyon Je Klere impliquaient les autorités gouvernementales, la BOID, l'Unité départementale de maintien de l'ordre de la PNH et l'ancien agent de la PNH, Jimmy Cherizier (aussi impliqué dans les massacres de La Saline) dans la planification de ces actes de violence et y avaient participé. En décembre, le bureau du procureur de Port-au-Prince attendait les conclusions de l'enquête de la DCPJ avant d'entamer des poursuites.

La MINUJUSTH et de nombreuses organisations de la société civile ont rapporté que les violences commises par les gangs dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et dans le département de l'Artibonite s'étaient accrues en raison de la crise politique prolongée et de la dégradation de la conjoncture économique. En juin, elle a déclaré que le nombre d'homicides s'était multiplié par deux par rapport à 2018, avec 523 cas signalés de janvier à juin par rapport à 274 pour la même période l'année antérieure. La Commission épiscopale pour la justice et la paix a rapporté 447 morts violentes, dont 350 par armes à feu, entre janvier et novembre. Les organisations de la société civile et la PNH ont affirmé que 43 agents de la

PNH avaient été tués entre janvier et novembre, par rapport à 17 en 2018. Elles ont fait valoir que de nombreux gangs entretenaient des liens étroits avec les élites politiques et économiques qui leur évitaient d'être arrêtés et poursuivis en justice. En février, le président Moïse a réactivé la Commission nationale de désarmement, de démantèlement et de réinsertion dans le but d'en finir avec les gangs armés.

b. Disparitions

Il n'a pas été fait état de disparitions causées par les autorités gouvernementales ou en leur nom.

c. Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La loi interdit de telles pratiques mais des organisations non gouvernementales (ONG) du pays ont rapporté à plusieurs reprises que des membres de la PNH auraient passé à tabac ou soumis à d'autres exactions des détenus et des suspects. Les détenus étaient soumis à des traitements cruels, inhumains et dégradants dans des prisons et centres de détention de fortune qui étaient surpeuplés, mal entretenus et insalubres.

Plusieurs incidents ont impliqué des exactions de la PNH commises à l'encontre de manifestants durant des rassemblements contre le gouvernement et la corruption. Une vidéo des manifestations des 9 et 10 juin montrait plusieurs membres de l'Unité départementale de maintien de l'ordre de la PNH attaquant avec des pierres un manifestant à terre à proximité de la résidence du président Moïse. L'affaire a été transmise à l'Inspection générale de la PNH pour qu'elle mène une enquête. Lors d'un incident distinct, une organisation locale des droits de l'homme a rapporté que Dimitri Hérard, responsable de l'unité spécialisée affectée à la sécurité du Palais national, avait tiré sur deux civils, qu'il avait blessés, dans le quartier de Delmas 15 de Port-au-Prince le 10 juin. Suite à cet incident, plusieurs témoins ont poursuivi le véhicule de M. Hérard jusqu'à son domicile de Delmas 31. Lorsqu'il est arrivé chez lui, il a ouvert le feu, avec d'autres agents de la PNH, en direction du groupe de civils, faisant deux blessés de plus.

La PNH a pris des mesures pour imposer systématiquement des mesures disciplinaires à l'encontre des agents reconnus coupables d'exactions ou de fraude, mais les représentants de la société civile ont continué d'affirmer que l'impunité était répandue. En juillet, l'inspecteur général de la PNH avait examiné 276 plaintes déposées contre des policiers. C'est ainsi que la PNH a attribué des

sanctions disciplinaires à 195 agents et en a limogés 38 autres ; les recommandations de limogeage concernaient entre autres des agents accusés de violations de droits de l'homme. La MINUJUSTH et des associations de la société civile ont rapporté que, tandis que des agents de la PNH, soupçonnés de violations des droits de l'homme, risquaient parfois des sanctions administratives, aucune procédure judiciaire n'était engagée contre ces policiers.

Selon le Bureau intégré de l'ONU en Haïti (BINUH), 53 personnes ont été tuées et 112 blessées au cours de manifestations antigouvernementales entre le 15 septembre et le 19 novembre, 22 des 53 morts et 55 des 112 blessés étant imputables à la PNH.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions dans les prisons et les centres de détention à travers le pays sont délétères en raison de leur surpeuplement, de leur mauvais entretien et de leur insalubrité. La MINUJUSTH a rapporté que les prisons et les centres de détention connaissaient un taux d'occupation de 348 %.

Conditions matérielles : Le surpeuplement dans les prisons et les centres de détention était grave, particulièrement au Pénitencier national de Port-au-Prince et à la prison du Cap-Haïtien, où chaque détenu disposait de moins de 40 centimètres carrés d'espace. Dans de nombreuses prisons, les prisonniers dormaient à tour de rôle à cause du manque de place. Certaines prisons ne disposaient pas de lits pour les détenus et certaines cellules n'avaient pas de lumière naturelle. Dans d'autres prisons, les cellules étaient souvent ouvertes à tous les vents et n'étaient pas convenablement aérées. De nombreux établissements pénitentiaires ne disposaient pas de services de base tels que des tuyauteries, sanitaires, élimination des déchets, services médicaux, eau potable, électricité, aération suffisante, éclairage et cellules d'isolement médical pour les patients souffrant de maladies contagieuses.

Les conditions de détention variaient en général en fonction du sexe, les femmes détenues ayant davantage d'espace en cellule par personne que leurs homologues masculins.

Au mois d'août, la Direction de l'administration pénitentiaire (DAP) détenait environ 579 prisonniers dans des centres de détention de fortune et officieux, tels que les commissariats de Petit-Goâve, de Miragoâne, des Gonaïves et de certains quartiers de Port-au-Prince. Les autorités locales détenaient les suspects dans ces

structures de fortune, parfois pour de longues durées, sans les enregistrer auprès de la DAP.

Une personne a été tuée et 10 femmes violées le 7 novembre au cours d'émeutes qui ont eu lieu dans le centre de détention de Gonaïves, un commissariat qui servait de prison de fortune. D'après plusieurs sources, les émeutes ont été déclenchées par des détenus en colère parce qu'il n'y avait pas assez d'ustensiles de cuisine dans le centre. Celui-ci accueillait 329 prisonniers, dont la plupart étaient en instance de jugement, et n'aurait disposé que de deux agents pénitentiaires formés pour gérer les personnes placées sous leur garde. Selon des organisations locales des droits de l'homme, 7 des 10 femmes violées étaient en détention préventive prolongée, et l'une d'elle était incarcérée depuis 12 ans.

Les autorités pénitentiaires de Port-au-Prince géraient des établissements pénitentiaires séparés pour les adultes hommes et femmes, ainsi que pour les mineurs. À Port-au-Prince, tous les prisonniers hommes âgés de moins de 18 ans étaient détenus dans le centre de détention pour mineurs de Delmas 33, mais faute de documents, les autorités ne pouvaient pas toujours vérifier leur âge. Il arrivait donc qu'elles détiennent par erreur avec des adultes des mineurs estimés plus âgés dont elles ne pouvaient pas confirmer l'âge. Les autorités transféraient la grande majorité de ces mineurs dans des centres de détention pour mineurs dans les deux mois suivant la vérification de leur âge. À l'extérieur de la capitale, en raison du manque de place, de moyens et de surveillance, il arrivait que les autorités ne séparent pas les prisonniers mineurs des adultes, ni les prisonniers condamnés des détenus provisoires ainsi que l'exige la loi. En septembre, seuls quatre des 38 détenus mineurs de la prison de Delmas 33 avaient été condamnés pour un crime. Environ 137 mineurs en détention préventive prolongée ont été libérés au cours de l'année passée grâce aux efforts déployés par le Bureau du Procureur général de Port-au-Prince en collaboration avec d'autres partenaires.

Il existe des dispositions particulières pour les contrevenants mineurs. Les mineurs âgés de moins de 13 ans ne sont pas tenus responsables de leurs actes. Jusqu'à l'âge de 16 ans, les enfants ne peuvent être détenus dans des prisons pour adultes ou partager une cellule avec des adultes. Les délinquants juvéniles (de moins de 18 ans) sont placés dans des centres de réinsertion dans le but de leur faire réintégrer la société avec succès. Il existait deux centres de réinsertion, tous deux à Port-au-Prince, appelés Centres de réinsertion des mineurs en conflit avec la loi (CERMICOL), qui accueillait les mineurs jusqu'à l'âge de 18 ans.

Des observateurs internationaux et nationaux ont affirmé que les prisonniers et détenus continuaient de souffrir d'un manque d'hygiène élémentaire, de malnutrition, de soins de santé médiocres et de maladies transmises par l'eau. Selon Health Through Walls, une ONG qui fournit des soins médicaux dans les établissements pénitentiaires, environ 160 détenus incarcérés dans le système pénitentiaire souffraient de malnutrition aiguë. Elle a rapporté que le manque d'hygiène et le surpeuplement entraînaient des taux élevés de tuberculose et d'autres maladies contagieuses. En raison du manque de sécurité, d'effectifs très insuffisants et de l'absence de structures appropriées dans certains centres de détention, les responsables d'établissements n'autorisaient souvent pas les prisonniers à sortir de leurs cellules pour faire de l'exercice. Au Pénitencier national, les détenus passaient environ une heure hors de leurs cellules par jour mais dans tous les autres établissements, ils ne disposaient que de 15 à 20 minutes pour se laver avant d'y retourner.

L'accès des détenus à une alimentation correcte a continué de poser problème. La PNH a pour obligation contractuelle et budgétaire de livrer de la nourriture dans les prisons. Selon des observateurs des droits de l'homme, les retards de décaissement de fonds et de paiement des fournisseurs de repas sous contrat ont entraîné la réduction du nombre de repas fournis aux détenus. Certains établissements disposaient de cuisines et employaient du personnel pour préparer des repas et les distribuer. En règle générale, les autorités carcérales servaient aux prisonniers un ou deux repas par jour constitués de bouillon avec des boulettes de farine et des pommes de terre, de riz et de haricots ou de bouillie de gruau. Aucun des repas servis habituellement aux prisonniers ne fournissait un apport suffisant en calories selon les normes médicales. Les autorités permettaient aux prisonniers de se faire livrer régulièrement de la nourriture par des proches et amis.

En août, les services pénitentiaires, les Nations Unies et les organisations locales de défense des droits de l'homme ont remarqué une baisse appréciable du nombre de décès en détention. Le Groupe de l'administration pénitentiaire de l'ONU a fait état de 45 décès en détention d'août 2018 à janvier 2019 et de 19 entre le 1er mars et le 15 mai, soit un taux de mortalité de 8,56 pour 1 000 détenus, en baisse par rapport aux 12,9 relevés dans son rapport antérieur. Health Through Walls a rapporté que c'est l'anémie causée par la malnutrition qui a été responsable de la majorité des décès pendant l'année. Les causes de décès exactes étaient difficiles à déterminer avec certitude car les autorités gouvernementales n'effectuaient pas régulièrement d'autopsies des détenus décédés. En 2017, le gouvernement a créé une commission chargée d'enquêter sur les décès imputables aux conditions

carcérales mais, au mois de septembre, cette commission n'avait pas publié ses conclusions.

La plupart des centres de détention ne disposaient que de simples dispensaires qui manquaient de médicaments. Peu de prisons étaient équipées pour soigner des maladies graves. Quelques détenus très malades étaient soignés dans des hôpitaux en dehors des prisons mais bon nombre d'entre eux étaient réticents à accepter des détenus comme patients en raison de l'absence d'une entente officielle entre le ministère de la Justice et le ministère de la Santé publique concernant le paiement des soins.

Administration : Organisme indépendant de défense des droits de l'homme en Haïti, l'Office de la Protection du Citoyen (OPC) a mené des enquêtes sur des allégations crédibles faisant état de conditions inhumaines dans les prisons. L'OPC s'est régulièrement rendu dans les prisons et centres de détention à travers le pays et il a travaillé en étroite collaboration avec des ONG et des groupes de la société civile.

Surveillance indépendante : Les services pénitentiaires ont autorisé les Nations Unies, des ONG haïtiennes de défense des droits de l'homme et d'autres organisations à effectuer un suivi des conditions de détention. Ces institutions et organisations ont enquêté sur des allégations de sévices et de mauvais traitements infligés aux détenus.

Améliorations : Le procureur général de Port-au-Prince a pris des mesures pour accélérer le traitement des dossiers afin de tenter de réduire la durée des détentions préventives. Parmi celles-ci, un système de quotas a été instauré exigeant des procureurs qu'ils traitent au moins 10 dossiers par mois. De ce fait, le nombre de détenus au Pénitencier national, qui comptait 35 % de la population carcérale du pays, a baissé, passant de 4 414 au premier trimestre à 3 714 au troisième.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La loi interdit les arrestations et les détentions arbitraires mais ne prévoit pas le droit pour toute personne de contester la légalité de son arrestation ou de sa détention au tribunal. La Constitution prévoit qu'une personne ne peut être arrêtée par les autorités que si elle est appréhendée au cours de la commission d'un crime ou sur la base d'un mandat délivré par un fonctionnaire légalement compétent, comme un juge de paix ou un magistrat. Les autorités doivent présenter le détenu à un juge dans les 48 heures qui suivent son arrestation. En emprisonnant

régulièrement les prévenus en détention préventive prolongée, les autorités ont rarement respecté ces impératifs .

Des groupes haïtiens de défense des droits de l'homme ont rapporté que des détenus demeuraient souvent incarcérés après avoir purgé leur peine en raison des difficultés à obtenir l'ordonnance de libération du parquet.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

Tandis que les pouvoirs publics reconnaissaient généralement le droit d'un prévenu de se voir assister par un avocat, la plupart des personnes détenues n'avaient pas les moyens de payer un avocat privé. En octobre 2018, l'Assemblée nationale a adopté une loi, que le président Moïse a entérinée, qui instaure un programme national d'assistance légale chargé d'apporter une aide gratuite aux accusés et aux victimes de crimes qui ne peuvent pas payer les services d'un avocat. Au 31 juillet, les pouvoirs publics avaient organisé des ateliers dans cinq juridictions pour sensibiliser les principales parties prenantes aux dispositions de cette loi. En novembre, le gouvernement n'avait pas encore voté une loi de financement de ce programme ni nommé les cinq membres du Conseil national d'Assistance légale (CNAL) chargés d'en superviser la bonne exécution.

Arrestations arbitraires : Des sources indépendantes ont confirmé l'existence de cas où, contrairement à la loi, la police interpellait sans mandat, ou avec un mandat qui n'était pas établi en bonne et due forme, des personnes qui n'étaient pas en train de commettre de crime. Les autorités ont fréquemment détenu des personnes sans préciser la nature des chefs d'accusations. Les organisations de défense des droits de l'homme ont rapporté que des politiciens influençaient régulièrement les décisions de justice et tiraient parti de l'appareil judiciaire pour cibler des opposants politiques. Des personnes qui avaient été arrêtées ont signalé de façon crédible des cas d'extorsion, de fausses accusations, de détentions illégales, de violence physique de la part d'agents de la PNH, et de refus des responsables judiciaires de respecter les procédures garanties par la loi.

Détention préventive : Les détentions préventives prolongées ont continué de poser un grave problème. Le système judiciaire a rarement observé les dispositions constitutionnelles qui exigent qu'un détenu soit présenté devant un juge dans un délai de 48 heures. Bon nombre des personnes en détention préventive n'avaient jamais consulté un avocat, comparu devant un magistrat ni été informées du rôle des audiences. Dans certains cas, les détenus passaient plusieurs années en prison sans comparaître devant un juge. Les statistiques sur la population carcérale ne

tenaient pas compte du grand nombre de personnes retenues dans les postes de police à travers le pays plus longtemps que la première période maximale de détention prévue, qui est de 48 heures.

Le gouvernement a pris des mesures pour réduire le nombre total de personnes en détention préventive ainsi que la durée de la détention préventive. Cette dernière variait considérablement selon les districts. Le procureur général de Port-au-Prince a instauré un système de quotas exigeant que les procureurs traitent au moins 10 dossiers par mois, ce qui a contribué à faire baisser le nombre de dossiers en souffrance ainsi que la population carcérale. À Port-au-Prince, l'intensification de la coopération entre le procureur général et le président du Tribunal de première instance a contribué à augmenter le nombre d'audiences et à faire baisser la population carcérale du Pénitencier national, qui est passée d'environ 4 200 détenus en décembre 2018 à 3 687 en juillet. Entre janvier et juin, le gouvernement a réduit le nombre de personnes en détention préventive sur l'ensemble du territoire de 8 831 à 8 136 sur une population carcérale totale de 10 969 détenus. Selon les services pénitentiaires, le taux des détentions préventives à échelle nationale a fléchi pour passer de 75 à 72 %.

En octobre 2018, le ministre de la Justice a constitué un comité chargé d'élaborer un plan complet de lutte contre la détention préventive. Composé de représentants du ministère de la Justice, de la PNH, de la Direction de l'Administration pénitentiaire de la PNH, du Programme de renforcement du secteur judiciaire et de la MINUJUSTH, ce comité a élaboré des stratégies à moyen et court termes pour réduire la détention préventive. En janvier, le ministère de la justice a lancé cette stratégie à Port-au-Prince, Cap-Haïtien et dans trois autres juridictions.

Possibilité pour un détenu de contester la légalité de sa détention devant un tribunal : Le droit haïtien ne prévoit pas l'habeas corpus de façon explicite, mais la Constitution frappe d'illégalité toute détention au-delà de 48 heures sans comparution devant un juge. Le bureau central et les 12 antennes régionales de l'OPC ont œuvré pour vérifier que les forces de l'ordre et les autorités judiciaires respectaient le droit aux procédures garanties par la loi. Lorsque les autorités détenaient des personnes au-delà de la durée autorisée de 48 heures et que les représentants de l'OPC prenaient connaissance du cas, ceux-ci intervenaient au nom de ces personnes afin d'accélérer la procédure. L'OPC n'a pas été en mesure d'intervenir dans tous les cas de détention arbitraire.

e. Déni de procès public et équitable

La loi prévoit un système judiciaire indépendant mais, dans les faits, les hauts responsables des pouvoirs exécutif et législatif ont exercé une influence appréciable sur le fonctionnement du pouvoir judiciaire et des forces de l'ordre. Des ONG haïtiennes et internationales ont critiqué à maintes reprises le gouvernement, l'accusant de chercher à instrumentaliser les fonctionnaires de la justice. Étant donné que les commissaires du gouvernement nommés par l'exécutif pouvaient empêcher les juges de prendre connaissance d'une affaire, ces derniers subissaient moins de pressions directes de la part de l'exécutif lorsqu'ils prenaient des décisions. Toutefois, les organisations de la société civile ont rapporté que les juges craignaient souvent de rendre des décisions allant à l'encontre de personnes influentes par inquiétude pour leur propre sécurité.

Les retards dans la nomination des juges paralysaient le système judiciaire. En février, le président Moïse a nommé six nouveaux juges et un nouveau président à la Cour de cassation, ce qui l'a rendue opérationnelle pour la première fois depuis 2015. Les pouvoirs publics avaient renouvelé cinq mandats judiciaires en juillet. 71 autres mandats judiciaires arrivés à leur terme attendaient d'être renouvelés. Un manque de surveillance judiciaire n'incitait pas beaucoup les juges à faire avancer les dossiers et contribuait au grand nombre de dossiers en souffrance pour les affaires pénales. En mai, trois associations de juges se sont mises en grève pendant plusieurs semaines pour exiger du gouvernement qu'il renouvelle les mandats arrivés à terme de certains juges, de payer les arriérés de salaires des procureurs et de faire preuve de respect à l'égard du pouvoir judiciaire.

Le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ) est responsable de la supervision indépendante des nominations, de la déontologie, de la transparence et de la responsabilité dans le système judiciaire, et de gérer les ressources financières du judiciaire. Les divisions politiques internes et les problèmes d'organisation, de financement et de logistique nuisaient fréquemment à l'efficacité du CSPJ.

Des observateurs ont déclaré que le CSPJ n'assurait pas la transparence ni la responsabilité du judiciaire. Le CSPJ a limogé sept juges pendant l'année et en a suspendu cinq, qui attendent la décision définitive les concernant. En juin, 1 120 juges attendaient leur approbation et leur certification. Les observateurs locaux ont accusé le CSPJ de fonctionner comme un syndicat de juges plutôt que de s'attacher à la surveillance, la transparence et la redevabilité. Le CSPJ avait pris des mesures disciplinaires à l'encontre de 40 juges seulement depuis 2011. Comme les membres du CSPJ sont élus par leurs pairs, des associations de la société civile avançaient qu'ils s'intéressaient plus à leur réélection qu'à l'exécution de leurs tâches et renâclaient souvent à prendre des mesures disciplinaires à l'encontre de

juges par crainte de subir des représailles voire même de perdre leur poste. La MINUJUSTH a fait savoir que la performance du CSPJ était diminuée du fait d'une division des fonctions peu claire avec le ministère de la Justice et de la Sécurité publique, de contraintes budgétaires et de l'ingérence d'autres administrations du gouvernement.

La loi ne répartit pas clairement les responsabilités des enquêtes criminelles, qui sont divisées entre la police, les juges de paix, les procureurs et les juges d'instruction. C'est pourquoi les autorités n'interrogeaient souvent pas les témoins, ne terminaient pas les enquêtes, ne préparaient pas les dossiers de façon exhaustive ou ne pratiquaient pas d'autopsies. Tandis que la loi accorde aux juges d'instruction deux mois pour demander des compléments d'information sur les dossiers, ils ne le faisaient souvent pas et classaient la procédure ou ne bouclaient pas leurs dossiers dans le délai prescrit de deux mois. Ce phénomène a entraîné la détention préventive prolongée de nombreux détenus.

La loi exige que les 18 circonscriptions du pays doivent convoquer des procès devant jury ou sans jury deux fois par an, habituellement en juillet et décembre, pour ceux impliquant des crimes majeurs commis avec violence. Lors d'un procès devant jury, le tribunal est habilité à décider de reporter l'audience à la prochaine session pour n'importe quel motif, souvent en raison de l'indisponibilité des témoins. Lorsque cela se produit, les prévenus retournent en prison jusqu'à la prochaine session du procès devant jury. Des groupes de défense des droits de l'homme ont mis en évidence les mauvais traitements infligés aux prévenus durant les procès au pénal et affirmé que, dans certaines juridictions, ceux-ci passaient toute la journée sans boire ni manger.

La corruption et le manque de surveillance judiciaire ont gravement nuit au fonctionnement du pouvoir judiciaire. Les organisations de défense des droits de l'homme ont signalé que plusieurs fonctionnaires de justice, notamment des juges et des greffiers, imposaient arbitrairement des frais pour entamer les procédures judiciaires. Ces organisations revendiquaient aussi que les juges et les procureurs ne donnaient pas suite aux demandes de ceux qui ne les payaient pas. Il a été enregistré des accusations crédibles d'incompétence et de manque de professionnalisme parmi les juges qui auraient reçu leur charge à titre de faveur politique. Des accusations persistantes ont été portées contre les doyens des tribunaux, qui sont responsables de l'affectation des affaires aux juges pour instruction et examen, et qui attribueraient parfois des affaires politiquement sensibles à des juges étroitement liés à l'exécutif et au législatif. De nombreux fonctionnaires judiciaires exerçaient apparemment simultanément une activité

professionnelle à plein temps hors des tribunaux, bien que la Constitution interdise aux juges d'occuper tout autre type d'emploi à l'exception de l'enseignement.

Procédures applicables au déroulement des procès

La Constitution prévoit le droit à un procès public et équitable, mais le pouvoir judiciaire ne l'a pas fait appliquer de façon homogène. L'appareil judiciaire fonctionne conformément à un système de droit civil lui-même fondé sur le Code Napoléon, largement inchangé depuis 1835. La Constitution interdit à la police et aux autorités judiciaires d'interroger des suspects, sauf en présence d'un avocat ou d'un agent de leur choix, ou à moins que le suspect renonce à ce droit. Les autorités ont largement passé outre les droits garantis par la Constitution ayant trait aux procès et aux garanties de procédures essentielles.

La Constitution garantit aux prévenus la présomption d'innocence ainsi que le droit d'assister à leur procès, de confronter les témoins à charge, de convoquer des témoins et présenter des preuves à leur décharge. Les accusés ne peuvent pas être contraints de témoigner ou d'avouer leur culpabilité. Les juges ont souvent refusé d'accorder ces droits. La perception d'une impunité généralisée a dissuadé certains témoins de témoigner à des procès. Les prévenus ont le droit de faire appel. Les accusés ont également le droit de communiquer avec un avocat de leur choix. Les programmes d'aide juridictionnelle étaient limités et les prévenus qui ne pouvaient pas payer les services d'un avocat n'en obtenaient pas toujours un gratuitement. Bien que le français et le créole haïtien soient les deux langues officielles d'Haïti, tous les textes de lois et la majorité des procédures judiciaires sont en français et ce, en dépit du fait que la langue la plus couramment parlée soit le créole haïtien. Des observateurs ont constaté que les juges s'adressaient souvent aux prévenus en créole haïtien pour faciliter la compréhension.

Les tribunaux de paix, instances inférieures du système judiciaire, fonctionnaient de façon inadéquate. Les juges siégeaient en fonction de leur disponibilité personnelle et, souvent, ils occupaient parallèlement des emplois à plein temps. Les personnels de police ont rarement maintenu l'ordre durant les procès et, souvent, il n'y avait pas de sténotypiste judiciaire. Les accusés donnaient souvent des pots-de-vin aux juges pour que leur affaire soit entendue.

Dans de nombreuses communes, surtout en milieu rural, des membres élus des Conseils d'administration des sections communales se substituaient aux juges d'État et s'arrogeaient des pouvoirs d'arrestation, de détention et de signification de

décisions de justice. Certains membres de ces conseils communaux transformaient leurs bureaux en prétoires.

Prisonniers et détenus politiques

Aucun cas crédible de prisonniers ou de personnes en détention pour des motifs politiques n'a été signalé.

Procédures et recours judiciaires au civil

Les victimes d'atteintes présumées aux droits de l'homme sont légalement habilitées à porter leur cause devant un juge. Les tribunaux sont habilités à octroyer réparation dans les cas de plaintes pour atteintes aux droits de l'homme déposées devant des instances civiles mais la procédure de recours était difficile et n'aboutissait que rarement.

Des dossiers concernant des atteintes aux droits de l'homme peuvent être soumis par des particuliers ou des organisations au moyen de pétitions déposées devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme qui, à son tour, peut décider de renvoyer celles-ci à la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

Restitution de biens

En décembre, les pouvoirs publics n'avaient pas accordé de compensations à sept familles déplacées en 2018, et l'action intentée en justice en leur nom demeurait toujours en souffrance. Ces familles avaient été déplacées en juillet 2018, lorsque leurs maisons à Port-au-Prince avaient été démolies à la demande du commissaire du gouvernement de cette ville, Maître Clamé Ocnam Daméus, sans ordonnance d'un tribunal. Maître Daméus a déclaré que ces maisons avaient été construites sans permis sur des terres appartenant à l'État et qu'elles représentaient un danger pour la sécurité du président Moïse et sa famille, qui résidaient à proximité. D'anciens résidents et des groupes de la société civile ont protesté contre l'argument selon lequel les résidents déplacés occupaient illégalement des terres de l'État.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La loi interdit de tels actes et il n'a pas été fait état de non-respect de ces interdictions par le gouvernement.

Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression, notamment pour la presse

La Constitution accorde une large liberté d'expression aux citoyens et des protections pour les journalistes. Les observateurs de la société civile ont remarqué que ces droits n'étaient pas toujours préservés ou respectés.

Violence et harcèlement : Les journalistes ont fait état d'une détérioration du climat de sécurité pour les journalistes et affirmé que certains étaient contraints de pratiquer l'autocensure pour éviter de devenir publiquement la cible de leaders politiques ou de gangs. Les plaintes contre la police pour agressions et attaques de journalistes ont été en hausse par rapport à 2018.

En mars, Maître Gédéon Jean, directeur du Centre de recherche et d'analyse en droits de l'homme, a prétendu que des membres de la garde rapprochée accompagnant l'ancien président Michel Martelly l'avaient agressé et menacé de le tuer. Cet incident s'est produit alors qu'il quittait les locaux d'une station de radio locale. Virulent détracteur de l'ex-président, Maître Jean a déposé une plainte auprès des autorités le 25 mars. En septembre, il n'était pas établi clairement si son dossier avait été affecté à un juge d'instruction.

En décembre 2018, un incendie a détruit les locaux de Radio Quisqueya. Lilianne Pierre-Paul, copropriétaire de la station et opposante connue au parti PHTK majoritaire, avait à maintes reprises été publiquement vilipendée par l'ancien président Martelly. Madame Pierre-Paul a déposé plainte et exigé que les autorités mènent une enquête sur les « véritables causes » de l'incendie. Le gouvernement a offert son assistance pour reconstruire les locaux de la station mais elle et son associé ont refusé l'offre pour conserver leur indépendance journalistique. En septembre, la station avait recommencé à émettre.

Le 10 octobre, le corps de Néhémie Joseph, un journaliste, a été trouvé sans vie à Mirebalais. Il travaillait pour Panic FM, une station de radio locale, et pour radio Mega, située à Port-au-Prince. Onze jours plus tard, les autorités ont révoqué le commissaire du gouvernement à Mirebalais, Marc Faublas Romulus, qui avait déclaré en public qu'il était sûr à 90 % de savoir qui étaient les auteurs du meurtre mais n'avait pourtant procédé à aucune arrestation.

Liberté d'accès à internet

Les pouvoirs publics n'ont pas restreint ni perturbé l'accès à internet ou encore censuré de contenus en ligne, et il n'a pas été signalé de façon crédible que le gouvernement surveillait les communications privées en ligne sans disposer d'une autorisation légale appropriée.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Il n'a pas été indiqué que le gouvernement aurait limité la liberté de l'enseignement ou des manifestations culturelles.

b. Libertés de réunion et d'association pacifiques

La Constitution garantit la liberté de réunion et d'association pacifiques et les pouvoirs publics ont généralement respecté ce droit.

Liberté de réunion pacifique

Aux termes de la Constitution, les citoyens ont un droit presque illimité de réunion pacifique. Si elle doit être prévenue à l'avance de ce que des réunions sont prévues, la police ne peut pas les empêcher d'avoir lieu. Selon la RNDDH, quelque 40 personnes auraient été tuées et 82 blessées pendant les violentes manifestations contre la corruption et le gouvernement en février. Le rapport de cette organisation n'attribuait pas la responsabilité de ces morts et blessés à la PNH et il soulignait aussi que 20 policiers faisaient partie des blessés. La RNDDH a affirmé que les policiers de la PNH étaient responsables de la mort de quatre manifestants tués pendant les manifestations antigouvernementales en juin.

Des rapports du BINUH et de la RNDDH déclaraient que la police avait tué de 16 à 22 manifestants entre le 15 septembre et le 19 novembre. La PNH a ouvert des enquêtes concernant huit accusations d'implication de la police dans des meurtres, parmi lesquels trois ont été confirmés par le Bureau de l'inspection générale de la PNH comme étant des exécutions extrajudiciaires. L'une des affaires concernait le meurtre de Vladimir Fédé, un civil, le 16 septembre. Le policier auteur des faits présumé a échappé à la justice tandis que quatre autres agents étaient suspendus parce qu'ils n'étaient pas intervenus pour empêcher la commission de ce meurtre. Le BINUH a fait état de 112 blessés et de 53 morts pendant cette période et attribué 22 de ces décès à des conflits avec des agents de la PNH.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport du département d'État sur la liberté de religion dans le monde* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/religiousfreedomreport/>.

d. Liberté de mouvement et de circulation

La loi garantit la liberté de mouvement et de circulation à l'intérieur du pays, les déplacements à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et les pouvoirs publics ont globalement respecté ces droits.

e. Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

Sans objet.

f. Protection des réfugiés

Droit d'asile : La législation prévoit l'octroi du statut de réfugié ou de l'asile par l'intermédiaire des missions ou consulats haïtiens à l'étranger. En outre, les ressortissants étrangers peuvent déposer une demande d'asile par l'intermédiaire du bureau local du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

g. Personnes apatrides

Au moins cinq organismes gouvernementaux remplissent un rôle clé pour procurer des documents d'identité aux Haïtiens. À cause de la bureaucratie et du manque de coordination entre ces organismes, il était compliqué et coûteux pour la majorité des citoyens d'obtenir des documents officiels d'identité. En raison de ces carences systémiques, de nombreux Haïtiens vivant à l'étranger sans autre nationalité ou permis de résidence permanente étaient effectivement apatrides ou couraient le risque de le devenir dans leur pays de résidence. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a signalé que 65 % des Haïtiens qui passaient par leurs quatre centres de ressources situés le long de la frontière avec la République dominicaine en 2018 n'étaient pas munis de documents officiels d'identité.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La loi garantit aux citoyens le droit de choisir leur gouvernement lors d'élections régulières libres et équitables tenues au scrutin secret et fondées sur le suffrage universel et égal.

Élections et participation au processus politique

Élections récentes : Les élections législatives, municipales et présidentielles ont eu lieu en 2016. Malgré des cas isolés d'allégations de fraude électorale, les élections ont été jugées crédibles dans l'ensemble par les observateurs internationaux et locaux. Malgré le faible taux de participation, les citoyens ont dans l'ensemble accepté les résultats des élections et les manifestations publiques contre ceux-ci ont été paisibles par rapport aux années précédentes. Les élections législatives et municipales prévues en octobre n'ont pas eu lieu et en décembre, une nouvelle date n'avait pas encore été fixée.

Partis politiques et participation au processus politique : Certains partis politiques ont exercé une influence indue dans certaines localités, notamment par des menaces à l'encontre des journalistes et des organisations de la société civile.

Participation des femmes et des minorités : Aucune loi ne limite la participation des femmes et des membres de minorités au processus politique, mais les normes sociales et la menace de violences lors des élections ont découragé les femmes de voter et, dans une bien plus grande mesure, de se porter candidates aux élections. En ce qui concerne les responsables élus, la Constitution établit un chiffre plancher de 30 % de responsables de sexe féminin mais, dans les deux chambres du Parlement, ce chiffre était nettement inférieur au quota établi (3 % au Sénat et 2,5 % à la chambre des Députés). Les élections territoriales, auxquelles les candidats se présentent sur des listes où doivent figurer au moins 30 % de femmes, ont respecté le quota. Les organisations de la société civile ont constaté que les femmes candidates à des fonctions politiques avaient des difficultés à financer leurs campagnes et que leur participation à la vie politique était freinée par des normes culturelles hostiles à leur implication dans la vie politique.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi pénalise diverses infractions liées à la corruption dans la fonction publique, parmi lesquelles l'enrichissement illicite, les pots-de-vin, le détournement de fonds, les acquisitions illégales, le délit d'initié, le trafic d'influence et le népotisme. Il a beaucoup été fait état de corruption au sein du gouvernement ainsi que d'une impression que l'impunité était de règle pour les auteurs de ces actes. Le pouvoir judiciaire a enquêté sur plusieurs dossiers de corruption mais il n'y a pas eu de poursuites judiciaires à ce titre au cours de l'année.

Corruption : La Constitution prévoit que c'est au Sénat (en lieu et place du système judiciaire) de poursuivre en justice les hauts responsables et les parlementaires

accusés de corruption, mais il n'a jamais engagé de poursuites pour corruption à l'encontre d'un quelconque haut fonctionnaire.

Les 31 janvier et 31 mai, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) a publié ses rapports sur les dépenses du gouvernement de 1,6 milliard de dollars des États-Unis des fonds Petro Caribe entre 2008 et 2018. Ces deux rapports identifiaient de nombreux responsables gouvernementaux, actuels et antérieurs, et entrepreneurs du secteur privé, qui étaient impliqués dans des décaissements discutables de fonds publics, des surfacturations, collusions et détournements de fonds. Ils mettaient en cause les gouvernements antérieurs pour des détournements de fonds publics, ainsi que le président Moïse pour appropriation illicite de contrats à hauteur de 1,2 milliard de dollars É.U. avant d'accéder à la présidence. Le 4 février, se fondant sur le rapport du CSCCA remis au procureur général, le Premier ministre d'alors, Jean-Henry Céant, a annoncé le dépôt d'une plainte officielle à l'encontre de plusieurs anciens responsables du gouvernement. Le 13 mars, le procureur général a déféré le dossier aux tribunaux, remarquant que plusieurs responsables de haut niveau avaient pris part à des activités potentiellement corrompues. Le 15 juillet, le juge d'instruction chargé du dossier Petro Caribe a émis un mandat d'amener à l'encontre des anciens Premiers ministres Jean-Max Bellerive et Laurent Lamothe, ainsi que de plusieurs autres responsables de haut niveau, afin qu'ils répondent à des questions concernant les dépenses par le gouvernement des fonds Petro Caribe.

En octobre 2018, dans le cadre d'une affaire distincte, un juge a ordonné l'arrestation de l'ancien directeur général de la PNH, Godson Orélus, en lien avec son rôle dans un trafic illégal d'armes à feu et de munitions vers le pays en 2016. Il a été inculpé pour plusieurs crimes parmi lesquels blanchiment de capitaux. Après qu'il ait fait appel, M. Orélus a été libéré en avril et une cour d'appel l'a blanchi en mai.

En novembre 2018, des inconnus ont tiré de nombreuses balles sur le domicile et la voiture de Dieunel Lumérant, juge en chef chargé d'un dossier de trafic d'armes impliquant le chef de la sécurité du palais présidentiel, Vladimir Paraison. En janvier, craignant pour sa sécurité, le juge Lumérant a fui le pays.

Déclaration de situation financière : La loi exige que tous les hauts responsables du gouvernement fassent une déclaration de patrimoine dans les 90 jours qui suivent leur entrée en fonction et leur départ du gouvernement. Les responsables du gouvernement ont déclaré que cette exigence n'était pas toujours respectée. Il n'y a pas d'obligation de déclaration à mi-parcours ou régulière pendant le mandat de ces

responsables. Ces déclarations sont confidentielles et ne sont pas rendues publiques. La sanction encourue pour non-déclaration de situation financière est une retenue de 30 % sur le salaire du responsable concerné, mais les pouvoirs publics n'ont jamais appliqué cette disposition.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les atteintes présumées aux droits de l'homme

Plusieurs groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont généralement fonctionné sans restriction gouvernementale ; ils ont mené leurs enquêtes et publié leurs conclusions sur des affaires relatives aux droits de l'homme. Dans l'ensemble, les responsables gouvernementaux étaient coopératifs vis-à-vis des perspectives présentées par les diverses organisations de défense des droits de l'homme, même si leur opinion différait parfois au sujet de l'ampleur de certains problèmes liés aux droits de l'homme et des meilleurs moyens de les résoudre. Dans l'ensemble, le gouvernement a mené des consultations avec les groupes de défense des droits de l'homme, y compris l'OPC, sur des questions de législation.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : L'OPC a pour mission de mener des enquêtes sur les allégations de violations des droits de l'homme et de collaborer avec les organisations internationales, notamment la MINUJUSTH, afin de mettre en œuvre des programmes visant à améliorer la situation des droits de l'homme. Les représentants régionaux de l'OPC ont mis en œuvre des programmes d'aide à travers le pays. Plusieurs organisations de la société civile ont salué les efforts déployés par l'OPC pour obtenir la participation du gouvernement et des organisations de la société civile en matière de droits de l'homme. Toutefois, les activités de cet organe ont subi les limites de son modeste budget, ce qui a eu pour effet de restreindre sa capacité d'accomplissement de sa mission. En avril, l'OPC a publié son rapport pour les années 2017-2018, qui présentait 22 recommandations concernant les atteintes aux droits de l'homme, destinées aux autorités gouvernementales. Il a rapporté qu'en mai, le gouvernement avait pris des mesures concernant l'une des recommandations, qui avait trait à la détention préventive prolongée.

En avril, les pouvoirs publics ont collaboré avec un consultant financé par la MINUJUSTH pour élaborer un Plan d'action national sur les Droits de l'Homme afin de mettre en œuvre les recommandations du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

La chambre des Députés est dotée d'une commission Justice, Droits humains et Défense et le Sénat une commission Justice, Sécurité et Défense, dont la mission couvre également les questions de droits de l'homme.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Femmes

Viol et violences familiales : La loi interdit le viol des hommes et des femmes, mais elle ne reconnaît pas le viol conjugal comme un crime. Le viol est puni d'une peine minimale de 10 ans de travaux forcés. En cas de viol collectif, la peine maximale se convertit en travaux forcés à perpétuité. Les peines prononcées dans la réalité étaient souvent moins lourdes. Le Code pénal excuse un époux qui tue son épouse, son amant, ou les deux pris en flagrant délit d'adultère à son domicile. Cependant, une épouse qui tue son époux dans des circonstances semblables encourt des poursuites judiciaires.

Le droit ne reconnaît pas la violence familiale contre des adultes comme un crime à part entière. Des groupes de défense des droits des femmes et des droits de l'homme en général ont rapporté que la violence familiale contre les femmes demeurait courante. Des juges ont souvent libéré des suspects arrêtés pour violence familiale et viol.

En juillet, le juge Jean-Baptiste Louis Jean a acquitté le pasteur Onold Petit, accusé du viol d'une adolescente de 14 ans, en dépit des preuves fournies par le test ADN confirmant qu'il était le père de l'enfant conçu lors du viol. L'OPC est intervenu dans cette affaire, citant les accusations de corruption et d'irrégularités, et appelé le CSPJ à intervenir. En juillet, ce dernier a mis en disponibilité le juge Jean en attendant la décision du tribunal disciplinaire, et il a été fait appel du verdict dans l'affaire du viol. Les organisations de la société civile ont continué de dénoncer le laxisme avec lequel les cas d'agressions sexuelles sont traités dans le département de la Grand'Anse, faisant remarquer qu'il y avait 118 affaires en cours. Le représentant de l'OPC de la Grand'Anse aurait reçu des menaces de la part des responsables gouvernementaux, notamment du sénateur Jean Rigaud Bélizaire, qui accusait l'OPC de s'immiscer dans le processus judiciaire.

Les victimes de viols et d'autres formes de violences sexuelles se sont heurtées à des obstacles majeurs dans leurs tentatives d'obtenir justice et pour bénéficier de services de protection, notamment les foyers d'accueil pour femmes. Les organisations de la société civile ont indiqué que, si les femmes étaient plus

susceptibles de dénoncer des cas de violence sexuelle et familiale que dans le passé, de nombreuses victimes ne portaient pas plainte faute de ressources financières. En raison de leurs responsabilités familiales, les victimes étaient rarement en mesure de consacrer le temps requis pour donner suite aux procédures juridiques. Selon des organisations de la société civile, de nombreuses organisations haïtiennes à but non lucratif qui fournissaient des services d'hébergement, de soins médicaux et d'accompagnement psychologique ainsi qu'une aide juridictionnelle aux victimes, ont été contraintes de réduire leurs services par manque de fonds. Il a été rapporté que, dans les zones rurales, des affaires pénales, y compris des cas de violence sexuelle, avaient été réglées à l'amiable. Selon la MINUJUSTH et d'autres observateurs du judiciaire, les commissaires du gouvernement avaient souvent encouragé ce genre de règlement.

Harcèlement sexuel : La législation n'interdit pas précisément le harcèlement sexuel mais le Code du travail stipule que les hommes et les femmes jouissent des mêmes droits et obligations. Des observateurs ont déclaré que le harcèlement sexuel était fréquent. Il n'existait pas de programmes de lutte contre le harcèlement sexuel.

Pressions en matière de contrôle démographique : Il n'a pas été fait état d'avortements ou de stérilisations forcés.

Discrimination : Les femmes ne jouissaient pas du même statut social et économique que les hommes malgré les amendements à la Constitution, qui exigent que le taux de participation des femmes dans la vie nationale et les institutions publiques (par ex., candidats à des postes politiques, élus et fonctionnaires) s'élève au moins à 30 % des postes.

Aux termes de la loi, les hommes et les femmes bénéficient des mêmes protections pour leur participation à l'économie du pays. Toutefois, dans les faits, les femmes se sont heurtées à des obstacles pour accéder aux intrants économiques, trouver les garanties pour obtenir des prêts, obtenir les informations concernant les programmes de prêts, ainsi qu'à d'autres ressources.

Enfants

Enregistrement des naissances : La nationalité est transmise par les parents ; un seul parent, de l'un ou l'autre sexe, suffit pour transmettre la nationalité, qui peut être acquise également par une requête officielle adressée au ministère de l'Intérieur. Le gouvernement n'a pas enregistré toutes les naissances

immédiatement. L'inscription des naissances à l'état civil est gratuite jusqu'à l'âge de deux ans. Environ 30 % des enfants âgés d'un an à cinq ans n'avaient ni acte de naissance ni autre document officiel d'identité. Les enfants nés dans les communautés rurales étaient moins susceptibles d'avoir des papiers d'identité que ceux nés en milieu urbain.

Éducation : Malgré les dispositions constitutionnelles qui obligent les pouvoirs publics à assurer une instruction primaire gratuite et obligatoire pour tous les enfants jusqu'à la troisième (lorsque les élèves sont âgés de 16 ans environ), ils n'ont pas fait respecter ces dispositions de façon efficace. Lorsqu'ils entrent dans le secondaire, les enfants âgés de moins de 13 ans doivent prendre part à un groupe spécial qui fréquente le collège en soirée.

Maltraitance d'enfants : La loi interdit la violence familiale contre les mineurs. Les pouvoirs publics n'étaient pas dotés d'un cadre légal approprié pour appuyer ou faire appliquer les mécanismes existants afin de promouvoir pleinement les droits et le bien-être des enfants. Toutefois, ils ont enregistré quelques progrès dans l'officialisation des dispositifs de protection destinés aux enfants.

Mariage précoce et mariage forcé : L'âge légal du mariage est de 18 ans. Aucune donnée n'était disponible au sujet du mariage précoce et du mariage forcé, mais le mariage des enfants et le mariage forcé ne constituaient pas des coutumes répandues.

Exploitation sexuelle des enfants : L'âge minimum du consentement à des relations sexuelles est de 18 ans et la loi comprend des dispositions particulières pour les viols dont les victimes sont âgées de 16 ans ou moins. La loi interdit la corruption des jeunes de moins de 21 ans, y compris la prostitution, les contrevenants étant passibles de peines de six mois à trois ans de prison. La loi relative à la traite des personnes prévoit une peine d'emprisonnement de sept à 15 ans assortie d'une amende de 200 000 à 1,5 million de gourdes (2 070 à 15 500 dollars É.-U.). La peine encourue pour la traite des personnes avec circonstances aggravantes, qui couvre les cas d'exploitation des enfants, peut aller jusqu'à la prison à perpétuité.

La MINUJUSTH a déclaré que la PNH avait enquêté sur 136 cas de violences sexuelles et fondées sur le genre entre janvier et juin. Parmi les 140 victimes concernées par ces affaires, 57 étaient des filles mineures et huit des garçons mineurs. Plusieurs organisations de la société civile ont rapporté que les enfants en situation de pauvreté étaient souvent victimes d'exploitation et d'abus sexuels. Selon ces groupes, ils étaient souvent contraints de se prostituer ou d'avoir des

rapports sexuels monnayés pour financer des besoins essentiels comme le paiement de dépenses liées à l'instruction. Le recrutement des enfants à des fins d'exploitation sexuelle et de pornographie est illégal mais l'Organisation des Nations Unies a signalé que des bandes criminelles recrutaient des enfants âgés de 10 ans à peine.

Enfants placés en institution : Relevant du ministère des Affaires sociales et du Travail, l'Institut du Bien-être social et de Recherches (IBESR) est officiellement chargé du suivi et des agréments accordés aux orphelinats et centres d'hébergement du pays. Selon l'ONG internationale Lumos, 25 000 enfants seraient placés dans plus de 750 orphelinats à travers le pays. Environ 80 % de ces enfants avaient au moins un parent vivant.

En octobre 2018, l'IBESR a annoncé que seuls 35 (nombre passé à 29 en mars 2019) des quelque 750 orphelinats inspectés respectaient les normes minimales de prise en charge des enfants. Son étude a identifié 3 019 victimes potentielles de traite dans les orphelinats. L'IBESR a tenté de fermer les orphelinats dont les violations des normes étaient les plus flagrantes mais ne pouvait agir en ce sens qu'en trouvant de nouvelles structures où placer les enfants touchés. Il a fermé huit orphelinats entre avril 2018 et mars 2019 et retiré 52 mineurs de ces structures. Le gouvernement a donné son agrément à 121 familles qui ont rejoint son nouveau réseau de familles d'accueil afin de réduire la vulnérabilité de ces enfants à la traite ou à toute nouvelle victimisation. Les organisations haïtiennes et internationales de lutte contre la traite des personnes ont constaté que le gouvernement n'avait pas affecté les moyens requis pour disposer de centres provisoires ou d'autres structures temporaires d'hébergement et d'accueil.

Enlèvements internationaux d'enfants : Haïti n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants - en anglais seulement) à l'adresse suivante : <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data/reported-cases.html>.

Antisémitisme

La communauté juive s'élevait à moins de 100 personnes et aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite des personnes

Veillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes en situation de handicap

La Constitution établit que les personnes en situation de handicap devraient disposer de moyens assurant leur autonomie, leur instruction et leur indépendance. La loi stipule que tous les bâtiments et espaces publics doivent être accessibles aux personnes porteuses de handicaps. Elle interdit toute pratique discriminatoire dans l'emploi à l'encontre des personnes en situation de handicap, exige que les pouvoirs publics intègrent ces personnes dans les services publics de l'État et impose un quota de 2 % de personnes porteuses de handicap dans les entreprises privées. Ce quota n'a pas été atteint et le gouvernement n'a pas fait appliquer ces protections juridiques.

Les défenseurs locaux des droits des handicapés ont continué d'indiquer que les personnes en situation de handicap étaient confrontées à d'importants obstacles pour voter. Elles rencontraient également des difficultés pour obtenir leur carte d'identité nationale, nécessaire pour voter, l'Office national d'identification n'étant pas accessible pour les personnes porteuses de handicap.

Les personnes en situation de handicap devaient souvent affronter les stigmates sociaux en raison de leur handicap. Les personnes porteuses d'un handicap physique ou mental, ou atteintes de troubles du développement ont été marginalisées, délaissées et maltraitées par la société. Le Bureau du secrétaire d'État à l'intégration des personnes handicapées (BSEIPH) au ministère des Affaires sociales et du Travail, est l'organisme gouvernemental principalement chargé de l'assistance aux personnes en situation de handicap et de veiller à leur inclusion sur les plans civil, politique et social.

Les organisations de défense des droits des personnes en situation de handicap ont rapporté que Village of Hope, une communauté pour les malentendants située à Lévèque dans le département de l'Ouest, avait été victime de cambriolages à répétition et d'expulsion forcée perpétrée par des criminels. Les activistes locaux ont dit que les autorités gouvernementales, bien que connaissant la situation, n'ont pris aucune mesure pour protéger cette communauté.

Le BSEIPH, qui comptait plusieurs bureaux départementaux à l'extérieur de la capitale, a exercé efficacement des pressions sur le gouvernement pour qu'il adopte des lois en faveur des personnes en situation de handicap. Toutefois, ses efforts étaient limités par un budget modeste et peu de progrès ont été réalisés pour concevoir un plan de développement stratégique. Le BSEIPH proposait aux personnes en situation de handicap des services juridiques et d'orientation à l'emploi. Il a régulièrement organisé des réunions avec des groupes de défense des personnes en situation de handicap dans tous ses bureaux départementaux.

Des militants des droits des personnes en situation de handicap ont déclaré que les services sociaux à leur disposition n'étaient pas adaptés et que ces personnes rencontraient des difficultés significatives pour obtenir des soins médicaux de qualité. Les hôpitaux et les dispensaires de Port-au-Prince n'avaient souvent pas assez d'espace, de ressources humaines ou de financements publics pour soigner les personnes en situation de handicap.

Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

Il n'existe pas de loi pénalisant l'orientation sexuelle ou les relations sexuelles entre adultes de même sexe, mais il n'existe pas non plus de lois de lutte contre la discrimination pour protéger les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

En octobre, quatre membres d'une organisation LGBTI, y compris son directeur exécutif, ont été gravement blessés à la suite d'une agression. À la suite de cet incident, le directeur exécutif de l'organisation a fui le pays. En novembre, trois membres de l'association de défense des droits des LGBTI KOURAJ ont été harcelés et menacés en public par un groupe d'individus armés de bouteilles et de bâtons. Le président de KOURAJ, Charlot Jeudy, a été trouvé mort à son domicile de Port-au-Prince le 25 novembre. En dépit de spéculations d'assassinat, les circonstances de son décès demeuraient inconnues en décembre.

Aucun rapport n'a fait état d'agents de police qui auraient effectivement perpétré ou approuvé des actes de violence contre des personnes LGBTI. Quelques groupes représentant les personnes LGBTI ont affirmé que les responsables de la PNH et de l'appareil judiciaire n'étaient pas toujours enclins à documenter les allégations d'exactions à l'encontre des personnes LGBTI ou à enquêter à leur sujet. Les instructeurs de l'académie de la PNH ont enseigné aux agents de police à respecter

les droits de tous les civils sans exception. Le programme d'études des nouvelles recrues prévoyait spécifiquement une formation sur les crimes le plus souvent commis contre la communauté LGBTI. De ce fait, des personnalités de la société civile ont constaté une amélioration notable des efforts déployés par l'unité de police de proximité et celle de Lutte contre la violence fondée sur le sexe pour prendre en compte les besoins de la communauté LGBTI.

L'Unité de lutte contre les crimes sexuels et sexistes de la PNH était toujours en sous-effectif. Elle comptait deux antennes, l'une à Fort-National et l'autre à Delmas 33. Les agents de la PNH qui avaient reçu une formation sur la violence sexuelle et sexiste ont été affectés dans les 10 départements que compte le pays pour faire office de représentants régionaux dans ce domaine. Ces agents entretenaient des liens très ténus avec l'unité de tutelle à Port-au-Prince.

L'attitude de la population, en particulier à Port-au-Prince, demeurait hostile à l'égard des personnes LGBTI qui affichaient publiquement leur orientation sexuelle ou leur identité et expression de genre. Des hommes politiques, des personnalités de la société et des organisations se sont opposés activement à l'intégration sociale des personnes LGBTI ainsi qu'à tout débat concernant leurs droits. Les groupes de plaidoyer en faveur des LGBTI ont fait état d'un sentiment d'insécurité et de méfiance à l'égard des autorités plus importants à Port-au-Prince que dans les zones rurales.

Stigmatisation sociale liée au VIH-sida

Il existait une forte stigmatisation généralisée à l'égard des personnes atteintes du VIH ou du sida. L'ONUSIDA a signalé que 70 % des personnes n'accepteraient pas de partager des toilettes avec quelqu'un souffrant du VIH, et que 67 % n'emploieraient pas ou ne recommanderaient pas d'employer une personne qu'ils savent atteinte du VIH.

L'*Enquête démographique et de santé de 2016-2017*, publiée en 2018, a rapporté que 57 % des femmes et 52 % des hommes ayant entendu parler du VIH affirmaient qu'ils interdiraient aux enfants séropositifs d'entrer dans les écoles, tandis que 65 % des femmes et 62 % des hommes déclaraient qu'ils n'achèteraient pas de légumes vendus par des personnes vivant avec le VIH.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi fixe et régit les relations de travail. Elle autorise certains travailleurs, à l'exception des fonctionnaires du secteur public, à constituer des syndicats de leur choix, à y adhérer et à faire grève, avec des restrictions. Elle prévoit aussi les négociations collectives et stipule que les employeurs doivent signer une convention collective avec un syndicat si celui-ci représente au moins les deux tiers des travailleurs et en fait la demande. Les grèves sont légales à condition, entre autres, qu'elles soient soutenues par au moins un tiers des employés d'une entreprise commerciale. La loi interdit le licenciement de salariés aux motifs de leurs activités syndicales mais on ignore si l'employeur risque une amende chaque fois qu'il est en infraction avec cette disposition. L'employeur est tenu de réintégrer les travailleurs licenciés pour des motifs illégaux, y compris pour militantisme syndical. L'article 251 fixe des amendes très faibles pour les licenciements pour activités syndicales et ne prévoit pas la réintégration au travail à titre de réparations.

La loi limite certains droits des travailleurs. Tout syndicat doit obtenir une autorisation préalable auprès des autorités nationales pour être reconnu. La loi limite le droit légal de grève à quatre catégories : faire grève en restant à son poste, faire grève sans quitter l'entreprise, débrayer en quittant l'entreprise et faire grève en solidarité avec une autre grève. Les travailleurs des services d'utilité publique et les employés de sociétés publiques ne sont pas autorisés à faire grève. Par service d'utilité publique, la loi entend celui qui est assuré par des travailleurs qui « ne peuvent suspendre leurs activités sans causer des dommages graves [...] à la santé des individus et à la sécurité publique ». Un préavis de 48 heures est obligatoire pour tous les mouvements de grève, et ces derniers ne doivent pas dépasser une journée. Certains groupes ont été autorisés à faire grève malgré ces restrictions en étant présents sur le lieu de travail tout en refusant de travailler. Une partie à une grève peut faire une demande d'arbitrage obligatoire pour interrompre la grève. La loi ne couvre pas les travailleurs indépendants ou ceux qui travaillent dans l'économie informelle.

Le gouvernement a déployé des efforts pour veiller à l'application du Code du travail mais ceux-ci n'étaient pas totalement efficaces. Les responsables du gouvernement, les syndicats et les sections syndicales locales dans les usines ont continué à amplifier le dialogue entre eux. Le tribunal du travail se trouve à Port-au-Prince et relève de l'autorité du ministère des Affaires sociales et du Travail. Il examine les conflits du travail dans le secteur privé. En dehors de la capitale, les plaignants ont l'option légale de saisir les tribunaux municipaux pour les conflits sociaux. La loi exige une médiation du ministère avant qu'une affaire puisse être

portée devant le tribunal du travail. Dans le cas d'un conflit du travail, le ministère mène l'enquête sur la nature et les causes du différend, puis tente d'encourager un règlement. Faute de solution convenue par les parties, le différend est déféré au tribunal.

Pendant l'année, le médiateur du travail pour le secteur de la confection et le ministère des Affaires sociales et du Travail ont offert des services de médiation aux travailleurs et aux employeurs à Port-au-Prince, dans le parc industriel Caracol et à Ouanaminthe. En raison de la capacité limitée et des retards de procédure dans le transfert des affaires du ministère des Affaires sociales et du Travail aux tribunaux, les services du médiateur du travail pour le secteur de la confection et les services de conciliation du ministère représentaient souvent la seule voie de recours officielle pour les travailleurs souhaitant faire part de leurs revendications salariales et d'amélioration des conditions de travail. Le médiateur du travail est intervenu pour améliorer les relations entre les employeurs, les travailleurs et les organisations syndicales, soit sur demande officielle des représentants des travailleurs, des syndicats ou du patronat, soit pour donner suite aux accusations de violations des droits de l'homme dans le travail formulées par le programme Better Work Haiti (BWH) de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Les sanctions prévues en cas de violations n'étaient pas suffisamment fortes pour être dissuasives et les autorités ne les ont ni appliquées ni perçues. Au cours de l'année, le gouvernement a exigé de certaines usines qu'elles remédient aux infractions au Code du travail, notamment à celles concernant la liberté d'association. Le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi.

Si la discrimination antisyndicale a persisté, elle a fléchi par rapport aux années précédentes. Les travailleurs ont continué de dénoncer des suspensions, licenciements et autres représailles de la part des employeurs pour activités syndicales légitimes.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit toutes formes de travail forcé ou obligatoire mais le gouvernement n'a pas veillé de façon efficace à l'appliquer dans tous les secteurs de l'économie. Le médiateur du travail n'a enregistré aucun cas d'intimidation ou d'exactions de la part des employeurs. Les peines prévues pour des violations des lois sur le travail forcé étaient insuffisantes pour avoir un effet dissuasif.

Il a été signalé des cas de travail forcé ou obligatoire, notamment chez les enfants domestiques, ou *restaveks* (voir la section 7.c.). Les enfants étaient vulnérables au travail forcé dans les centres d'hébergement et de soins privés parrainés par les ONG, dans le bâtiment, l'agriculture, la pêche, le travail domestique et le commerce ambulancier. D'autres enfants exposés au travail forcé étaient ceux déplacés à l'intérieur du pays, notamment par l'ouragan Matthew, les membres de familles dirigées par une femme, monoparentales ou nombreuses ainsi et les jeunes LGBTI devenus sans domicile fixe, rejetés par leur famille et la société (voir la section 7.c.).

Veillez aussi consulter le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

Les pires formes de travail des enfants, notamment le travail forcé, ont continué de constituer un problème grave et endémique, surtout dans le travail domestique. Dans le secteur du travail domestique, aucune sanction légale n'est prévue en cas d'emploi de mineurs. La loi exige que les employeurs paient les travailleurs domestiques de plus de 15 ans, mais ils utilisent le fait qu'ils sont nourris et logés en guise de rémunération non réglementaire pour les moins de 15 ans qu'ils emploient.

Des mineurs âgés de moins de 15 ans travaillaient fréquemment dans le secteur informel pour compléter les revenus familiaux. Les enfants étaient souvent employés dans le travail domestique, l'agriculture de subsistance ainsi que les petits métiers de la rue comme la vente, le lavage de voitures, le transport de colis dans les marchés et les gares routières, et la mendicité. Par ailleurs, les enfants travaillaient avec leurs parents dans les petites exploitations agricoles familiales, bien que le taux de chômage élevé parmi les adultes n'ait pas permis à un grand nombre d'enfants d'être employés dans les exploitations agricoles commerciales.

Les enfants qui travaillaient dans la rue étaient exposés à une multitude de dangers, dont les intempéries, les accidents de la route et la criminalité. Les *restaveks* abandonnés et fugueurs (voir ci-dessous) constituaient un pourcentage appréciable des enfants des rues. Bon nombre de ces enfants étaient exploités par des gangs de criminels à des fins de prostitution ou de criminalité de rue, tandis que d'autres devenaient vendeurs ambulants ou mendiants.

La dernière étude du ministère des Affaires sociales et du Travail, publiée en 2015, estimait que 286 000 enfants vivaient dans des conditions de servitude domestique (appelés les « restaveks »), ce qui est une forme de traite des personnes. Ces restaveks étaient souvent victimes de sévices psychologiques, physiques et sexuels. L'IBESR et la Brigade de protection des mineurs sont chargés de protéger le bien-être des mineurs. Leurs interventions étaient limitées à cause de faibles budgets et d'effectifs insuffisants. Les restaveks étaient exploités en étant forcés de travailler de longues heures, d'exécuter des tâches physiquement ardues, sans rémunération en conséquence ni nourriture en quantité suffisante, sans pouvoir être scolarisés et en étant soumis à des sévices physiques ou sexuels. Les filles étaient fréquemment placées par leurs parents, dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins, en servitude domestique dans des résidences privées en ville, tandis que les garçons étaient le plus souvent exploités comme main d'œuvre agricole. S'ils ne s'enfuyaient pas avant, les restaveks restaient en général dans la famille où ils avaient été placés jusqu'à l'âge de 14 ans. De nombreuses familles ont forcé les restaveks à quitter leur maison avant d'atteindre l'âge de 15 ans pour éviter de leur payer un salaire comme le prévoit la loi. D'autres familles passaient outre la loi, souvent en toute impunité.

L'âge minimum requis pour être employé dans les entreprises industrielles, agricoles ou commerciales est fixé à 16 ans. L'âge minimum d'admission à l'emploi ne s'applique pas au travail réalisé sans contrat de travail. Les enfants âgés de 12 ans ou plus sont autorisés à travailler jusqu'à trois heures par jour en dehors des heures d'école dans des entreprises familiales et sous la supervision du ministère des Affaires sociales et du Travail. La loi permet aux mineurs de 14 ans et plus d'être engagés comme apprentis pour un maximum de 25 heures par semaine tant qu'ils n'ont pas 16 ans. La loi stipule qu'il est illégal d'employer des mineurs de moins de 16 ans mais on ignorait si cette disposition en remplaçait d'autres plus anciennes instaurant des exonérations dans certains secteurs énoncés précédemment. Qui plus est, on ignorait s'il existait un âge minimum pour travailler comme domestique.

La loi interdit à tout mineur âgé de moins de 15 ans d'effectuer des travaux susceptibles d'être dangereux, qui entravent son éducation ou nuisent à sa santé et son développement sur le plan physique, mental, spirituel, moral ou social, ce qui comprend l'emploi d'enfants pour des activités criminelles. La loi interdit aux mineurs de travailler dans des conditions dangereuses ou périlleuses comme l'extraction minière, le bâtiment ou les services d'assainissement ; et elle interdit le travail de nuit dans les entreprises industrielles pour les mineurs âgés de moins de 18 ans. La loi multiplie par deux les sanctions en cas d'emploi de mineurs pour du

travail de nuit. Les interdictions concernant le travail dangereux omettent des secteurs déterminants de l'économie, dont l'agriculture. Aucune usine de confection n'a été dénoncée pour non-conformité aux règles sur le travail des enfants durant l'année. Un rapport du programme BWH couvrant la période d'avril 2018 à mars 2019 a révélé un cas de non-conformité avec les dispositions sur le travail des enfants parce qu'une usine avait manqué à son obligation de demander leurs documents d'identité à certains salariés lors de leur recrutement.

Les jeunes âgés de 15 à 18 ans qui cherchent un emploi doivent obtenir une autorisation de travailler auprès du ministère des Affaires sociales et du Travail sauf s'ils sont employés comme travailleurs domestiques. La loi prévoit des sanctions en cas de non-respect des procédures, notamment la non-obtention d'une autorisation pour employer des mineurs de 15 à 18 ans mais elle ne prévoit aucune sanction pour l'emploi d'enfants. Les sanctions ne suffisaient pas pour protéger les enfants de l'exploitation par le travail. Le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi.

L'IBESR est chargé de veiller à l'application de la législation sur le travail des enfants. Si des contraintes de moyens entravaient ses capacités à mener efficacement des enquêtes sur le travail des enfants, l'IBESR intervenait avec la Brigade de protection des mineurs (BPM), une unité au sein de la PNH, en cas de signalement de mauvais traitements dans les centres d'accueil et les orphelinats où des enfants travaillaient. Le gouvernement ne publie pas de rapports sur ses enquêtes concernant des cas de violations des lois sur le travail des enfants ni sur les sanctions imposées dans ce contexte. Bien que les autorités et les donateurs internationaux aient affecté à l'IBESR des ressources financières supplémentaires pour qu'il puisse acquérir un nouveau local administratif et engager plus de personnel, l'IBESR n'était pas doté des programmes et de la législation nécessaires pour éliminer les pires formes de travail des enfants.

Mis en place par le gouvernement pour contribuer à l'élaboration de la politique nationale sur le travail des enfants, le Comité national tripartite a mis à jour la liste des travaux dangereux pour les enfants âgés de moins de 18 ans conformément aux prescriptions de l'Organisation Internationale du Travail. Cette liste de travaux dangereux n'était toujours pas ratifiée par l'Assemblée nationale.

La BPM est chargée d'enquêter sur les crimes commis à l'encontre des enfants. Elle a renvoyé les cas d'enfants exploités et victimes de sévices à l'IBESR et aux ONG partenaires pour la prestation de services sociaux. Elle a autorité pour intervenir en cas d'accusations d'exactions et pour interpeler les personnes

dénoncées comme exploitant les enfants domestiques. La BPM n'a pas enquêté sur les cas de restaveks parce qu'il n'existe aucune sanction légale imposable aux personnes qui exploitaient les enfants se trouvant dans cette situation. Il n'existe pas de loi prévoyant des mesures de protection précises pour les victimes de la traite d'enfants.

Veillez consulter également les *Conclusions du département du Travail sur les pires formes de travail des enfants*, à l'adresse suivante :

<https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings/> .

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

La Constitution établit la liberté de travailler pour tous les citoyens et interdit la discrimination fondée sur le sexe, l'origine nationale ou géographique, la religion, l'opinion ou la situation matrimoniale. Pour les emplois du secteur public, la Constitution stipule que les femmes doivent occuper 30 % des postes. Le Code du travail ne définit pas la discrimination dans l'emploi, mais il fixe des dispositions précises ayant trait aux droits et obligations des étrangers et des femmes, notamment les conditions à remplir pour obtenir un permis de travail, des quotas de travailleurs étrangers et d'autres dispositions concernant le congé de maternité. La loi n'interdit pas la discrimination fondée sur le handicap, la langue, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, le statut social et la séropositivité.

Les pouvoirs publics ont pris quelques mesures pour faire appliquer les lois au moyen de dispositifs administratifs, notamment par l'intermédiaire du ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes et du Bureau du Secrétariat d'État à l'Intégration des Personnes handicapées (SEIPH). Dans le secteur privé, plusieurs industries, parmi lesquelles les transports publics et le bâtiment, qui avaient été dominées par des hommes, ont commencé à recruter des femmes en rémunérant celles-ci à égalité avec les hommes. En dépit de ces améliorations, la discrimination fondée sur le genre demeurerait un problème majeur. Il n'y a pas eu d'étude ou de rapport des pouvoirs publics au sujet des atteintes commises dans le travail. Lors de la dernière évaluation menée sur 28 usines entre avril 2018 et mars 2019 par le programme BWH, une usine a été verbalisée pour non-conformité avec les règles contre la discrimination fondée sur le genre. Après l'évaluation, l'usine concernée a licencié l'auteur de ces actes.

e. Conditions de travail acceptables

La loi établit un salaire minimum national. Le Conseil supérieur des salaires a publié les nouveaux barèmes du salaire minimum en novembre. Le salaire minimum quotidien varie selon l'emploi, de 250 gourdes (2,60 dollars É.-U.) pour les domestiques à 550 gourdes (5,70 dollars É.-U.) pour les salariés des entreprises privées d'électricité, de finance, de télécommunications et les autres activités apparentées.

La loi, connue sous le nom de loi 3-8, structure et régleme le travail sur une période de 24 heures répartie en trois tranches de 8 heures chacune. Elle fixe la journée de travail normale à huit heures et la semaine de travail à 48 heures pour les secteurs industriel, commercial, agricole et touristique ainsi que pour les services publics du domaine public ou privé. La loi 3-8 abrogeait de nombreuses dispositions du Code du travail, y compris celles concernant le temps de travail, le paiement des heures supplémentaires, la journée de repos hebdomadaire et quelques jours de congés payés chaque année. Selon le médiateur pour les affaires industrielles, la loi 3-8 avait besoin d'être plus largement diffusée pour en garantir l'application.

La loi établit des règles minimales de santé et de sécurité et elle stipule des exigences en matière de santé et de sécurité des travailleurs, y compris les règles concernant la présence d'infirmiers dans chaque usine, les soins médicaux disponibles et les bilans de santé annuels. Elle permet aux salariés de notifier leur employeur de tout manquement ou de situation susceptible de mettre en péril leur santé ou leur sécurité ainsi que de faire appel au ministère ou encore à la police si l'employeur ne rectifie pas la situation. Les normes en matière d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail sont adéquates pour les principales industries mais elles n'ont pas toujours été appliquées.

Le ministère des Affaires sociales et du Travail doit veiller à l'application de tout un éventail de dispositions du travail, sur les salaires et les horaires, la semaine de travail normale, le paiement d'une majoration pour les heures supplémentaires et la sécurité et la santé au travail, mais il n'a pas appliqué de façon efficace ces réglementations. Les sanctions ne suffisaient pas pour décourager les violations et les autorités les imposaient rarement. Aucune poursuite n'a été engagée à l'encontre des personnes accusées d'avoir contrevenu aux règles sur le salaire minimum ou sur les heures de travail.

Des ressources humaines insuffisantes et d'autres contraintes ont entravé la capacité du ministère à faire appliquer le droit du travail. Les inspecteurs du travail

rencontraient des difficultés, parmi lesquelles un manque de financement, et de soutien des forces de l'ordre.

Peu de cas de non-conformité aux dispositions sur les heures supplémentaires dans les usines de confection ont été signalés. Dans son 18e *Rapport de synthèse biannuel*, le programme BWH a déterminé que la plupart des entreprises avaient au moins un problème de non-conformité lié à l'état de préparation pour les cas d'urgence, aux horaires de travail ou à la manipulation de substances chimiques dangereuses. Les directions et délégués syndicaux des usines des parcs industriels de Caracol et métropolitain ont pris part à des ateliers organisés par le programme BWH pour promouvoir le dialogue entre la direction et les salariés, le renforcement des compétences et l'amélioration des conditions de travail.

Le programme BWH a également signalé que plusieurs travailleurs exposés à des dangers au travail n'avaient pas bénéficié des bilans de santé annuels gratuits. L'Office d'Assurance Accidents du Travail, Maladie et Maternité (OFATMA) est chargé de l'organisation de ces bilans de santé. Quelques usines ont commencé à faire elles-mêmes des bilans de santé et l'OFATMA a continué de réaliser les siens dans plusieurs usines. Le programme BWH a continué de collaborer avec les usines et l'OFATMA pour renforcer la conformité à cette exigence.